



**Rassemblement place Bouchard – Caen  
vendredi 1er octobre 2021  
10 h 30 et manifestation  
Bien vivre sa retraite, une exigence !**

Ces mois de septembre, octobre, novembre, sont des mois clés pour les retraités. C'est à cette période que se voteront les budgets de la Sécurité sociale et de la loi des finances. Alors, mobilisons-nous pour satisfaire nos revendications.

**Augmentation des retraites, pensions de base et complémentaires**

0,4 % d'augmentation au 1er janvier 2021 pour les retraites de base, 1% pour les complémentaires alors que les prix ont augmenté de 1,6 %, le compte n'y est pas !

Depuis 2009, avec les revalorisations de leurs pensions par rapport à l'inflation retardées ou gelées, les retraités ont été spolié de la valeur de 2 ans de leur retraite et de 4,5 ans de leur complémentaire...

La valse des étiquettes, mutuelles, alimentation, logement, énergie, transports, ... tout augmente, sauf nos pensions.

Un rapport gouvernemental préconise d'augmenter la CSG en l'alignant sur celle des actifs, de réduire l'abattement de 10 % pour le calcul de l'impôt sur le revenu des retraités et de continuer à sous-revaloriser et/ou geler les pensions et retraites.

Augmenter les retraites et pensions en les indexant sur l'évolution du salaire moyen. Pas de retraite inférieure au Smic.

Attribuer les pensions de réversion, sans conditions de ressources ni d'âge, et les améliorer pour garantir le niveau de vie du conjoint-e survivant, que le couple soit marié, pacsé ou concubin.

C'est un investissement juste socialement et nécessaire pour l'économie. C'est d'utilité publique pour favoriser la croissance de l'économie dont notre pays est en manque alors qu'il en a tant besoin.

**Redonner du pouvoir d'achat  
aux retraités permet le bien vieillir**

**et est utile à la société.**





## Sécurité sociale – santé – autonomie

**La pandémie a démontré que la protection sociale est un bien essentiel.** Et pourtant cette dernière n'a jamais été autant attaquée que depuis ces dernières années.

**Le gouvernement d'Emmanuel Macron et ses prédécesseurs ont une lourde responsabilité dans la gestion désastreuse de la crise sanitaire.**

Les suppressions de 115 000 lits en 25 ans dans les hôpitaux et de 100 000 postes de soignants en 8 ans pèsent lourdement dans la situation catastrophique que nous connaissons. Le gouvernement sanctionne, réduit les libertés, culpabilise et infantilise les citoyens que nous sommes.

**De plus en plus de retraités ne peuvent plus se soigner faute de moyens financiers suffisants. Ça suffit !**

Nous exigeons des centres de santé publics dans tous les territoires pour garantir un accès aux soins solidaire pour tous.

100 000 postes supplémentaires sont nécessaires dans notre système hospitalier. Nous réaffirmons la nécessité de levée de la propriété privée sur les brevets qui empêche la diffusion des vaccins partout dans le monde tout en étant source de profits inadmissibles.

## La santé n'a pas de prix

**Les personnes âgées représentent plus de 75 % des décès** dus à la Covid-19, confinées au domicile ou en EHPAD, malgré le dévouement des soignants.

200 000 embauches dans les EHPAD et 100 000 dans le secteur de l'aide à domicile pour garantir des soins de qualité.

**Nous avons besoin d'une nouvelle loi prenant en compte le droit à l'autonomie** dans le cadre de la Sécurité sociale, avec un grand service public de la prise en charge de l'autonomie, que ce soit au niveau de l'aide à domicile ou des EHPAD, ainsi que

**Des moyens supplémentaires pour notre Sécurité sociale sont indispensables** pour financer les besoins de la population à partir des cotisations sociales, ce qui suppose des emplois, des salaires et des pensions corrects. Nous refusons la CSG, les taxes ou impôts divers.

## Services publics

**Les services publics et leurs personnels ont joué un rôle irremplaçable dans la lutte contre la pandémie.**

L'amélioration de la qualité de leurs missions et de leurs déploiements sur l'ensemble du territoire doit donc devenir une priorité de l'État et des collectivités territoriales.

**Ce sont bien des services de proximité**, avec du personnel en nombre et formé dont nous avons besoin, garants d'une égalité de traitement sur tout le territoire, garants d'un accès pour tous partout.

Le service au public rendu par les commerçants n'est pas du service public.

Le seul accueil par Internet n'est pas du service public.

***Oui, nous voulons une pension de haut niveau, aujourd'hui et pour les générations futures.***

***Ma retraite, je l'ai gagnée, mon droit au bien vieillir, je le revendique, mes revendications, je les défends.***

***Parce que nous défendons l'emploi, les conditions de travail et de salaires, nous serons aussi dans l'action avec les actifs***

***le mardi 5 octobre 2021***

***à l'appel des organisations syndicales inter-professionnelles.***